

Sébastien BRAMERET

Maître de conférences en droit public

Université Grenoble Alpes, Faculté de droit

sebastien.brameret@univ-grenoble-alpes.fr
www.brameret.eu

Né le 27 février 1982 à Voiron (Isère)

Profils [IdRef](#) et compte [Instagram](#)



I. Formation universitaire	2
II. Responsabilités administratives	2
1. Liées au fonctionnement général de la Faculté.....	2
2. Liées à l'enseignement	2
3. Liées à la recherche	2
III. Activités d'enseignement	2
1. Enseignements dispensés à l'UGA.....	2
a. Droit administratif général.....	2
b. Droit constitutionnel et institutions publiques	3
c. Droit public des affaires	3
d. Formations doctorales	3
e. Divers.....	3
2. Enseignements dispensés hors de l'UGA	3
3. Enseignement dispensé à l'étranger.....	4
4. Formations professionnelles	4
IV. Activités de recherche	4
1. Participation à des programmes de recherche collective	4
2. Publications	4
a. En cours	4
b. Ouvrage.....	4
c. Études et actes de colloques	4
d. Notes de jurisprudence	6
e. Tribunes et libres-propos	8
f. Chroniques.....	8
g. Dictionnaires et encyclopédies juridiques.....	9
3. Colloques et conférences.....	9
a. Organisation de colloque	9
b. Communications orales non publiées.....	9
c. Conférences à l'étranger.....	10
V. Expertise	11
1. Auditions dans le cadre de réformes législatives	11
2. Consultations par des organismes publics et para-publics.....	11

I. Formation universitaire

2016	Sous-admissibilité à l'agrégation externe de droit public
2014	Sous-admissibilité à l'agrégation externe de droit public
2012	Admissibilité à l'agrégation externe de droit public
2011	Qualification aux fonctions de Maître de conférences
2010	Doctorat en droit public, Université de Grenoble.
2005	Master 2 Recherche, Droit public interne, UPMF - Grenoble II.
2004	Maîtrise de Droit européen, option Droit britannique, UPMF - Grenoble II. <i>Diploma in Legal Studies</i> , Aberdeen University (Écosse), programme Erasmus.
2003	Licence en Droit, UPMF - Grenoble II.
2002	DEUG de Droit, UPMF - Grenoble II.

II. Responsabilités administratives

1. Liées au fonctionnement général de la Faculté

2016 – 2019	Président de la Section de droit public (resp. partagée avec le Prof. Kada)
2012 – 2015	Vice-doyen de la Faculté de droit, chargé des relations internationales :

2. Liées à l'enseignement

2014 - 2018	Responsable du DU <i>Diploma in Legal Studies</i>
2012 – 2015	Responsable du DU, <i>Diplôme de droit français</i> (DDF)
2012 - 2014	Responsable du DU, <i>Droit, administration et politiques publiques</i> (DAPI)

3. Liées à la recherche

Depuis 2017	Membre du conseil scientifique du CRJ – EA 1965
Depuis 2016	Membre du Conseil scientifique de la <i>Revue Lamy de la concurrence</i> (RLC)
2015 – 2017	Responsable de l'organisation des <i>Lundis du Droit public économique</i> (CRJ)
2013 – 2015	Responsable de la rubrique « Concurrence et droit public », RLC

III. Activités d'enseignement

L'année mentionnée correspond à celle de la rentrée universitaire et désigne l'année dans son ensemble, sans distinction entre les semestres

1. Enseignements dispensés à l'UGA

a. Droit administratif général

- *Public Law II: French Administrative Law* (séminaire DU *Diploma in Legal Studies*, 20h - depuis 2011)
- Droit administratif général (TD L 2, 32h - 2010)

b. Droit constitutionnel et institutions publiques

- *Public Law I: French Constitutional Law* (séminaire DU *Diploma in Legal Studies*, 20h - depuis 2016)
- Introduction à la science politique (L2, 18h – 2011-2012)
- La dévolution écossaise : vers un Royaume-(dés)Uni ? (séminaire DU Collège de droit L1, 3h - 2014 ; DU Collège de droit L3, 3h - 2013-2014)
- L'arme référendaire selon David Cameron, piège pour la démocratie britannique ? (séminaire DU Collège de droit L2, 3h - 2016)
- Droit constitutionnel (TD L1, 24h - 2005-2010)

c. Droit public des affaires

- Droit public de la concurrence (L3 Droit-Langues, 18h - depuis 2011)
- Droit public économique (L3, 32h - depuis 2011)
- Droit public de la concurrence et de la régulation (L3 Droit-Économie-Gestion, 30h - depuis 2018)
- Introduction à l'analyse économique du droit : État et concurrence (L3, 12h - 2016-2017)
- Droit public des affaires (L3 Sciences humaines appliquées, UGA, 12h - depuis 2017)
- Droit du secteur public local (séminaire M2 Droit public des affaires, 24h - 2012, depuis 2016)
- Droit du service public local (séminaire M2 Droit des collectivités territoriales, 12h - depuis 2016)
- Droit public économique (TD L3, 16h - 2005-2010)

d. Formations doctorales

- Internet et les nouvelles technologies dans la recherche doctorale (séminaire École doctorale Sciences Juridiques, 6h - 2012-2017)
- Méthodologie des travaux dirigés (séminaire École juridique Sciences juridiques, 12h - 2013-2014)
- Connaissance des collectivités publiques : Le partenariat public-privé (séminaire Collège doctoral, 3h - 2012-2015)

e. Divers

- Droit des finances publiques (L2, 24h - 2011)
- Formation à la recherche documentaire et Tournoi (DU Collège de droit L2, 6h - 2012-2013)
- Droit institutionnel de l'Union européenne (L3, 18h - 2011)
- Droit administratif des biens (L3, 32h - 2012)
- Droit administratif des biens (TD L3, 16h - 2005-2010)
- Droit administratif spécial (TD Lic. d'administration publique, 16h - 2008-2009)
- Droit de l'urbanisme (TD M1, 9h - 2010)
- Tuteur pédagogique : questions de droit public (forum de l'EAD, 12h - 2005-2017)
- Préparation au Grand oral (séminaire M2 Droit public des affaires, 12h - 2013-2015)

2. Enseignements dispensés hors de l'UGA

- Partenariats public-privé institutionnalisés (séminaire Univ. Lyon 3, M2 Contrats publics, 15h - 2018)
- Droit public économique (séminaire IEP Grenoble, M1 Carrières publiques, 12h - 2012)
- Droit administratif général (Grenoble École de Management, 18h - 2012, 2015)

3. Enseignement dispensé à l'étranger

- *French Administrative Law: An Introduction* (Hochschule Schmalkalden, All., 12h - 2014)

4. Formations professionnelles

- Droit public des affaires (séminaire IEP Grenoble, Prépa. ENA, 15h - 2017-2018)
- La réforme territoriale (séminaire CNFPT, Prépa. au concours d'attaché principal - 2015, 2017)
- Méthodologie de la note administrative (CNFPT, Prépa aux concours de rédacteur territorial et rédacteur principal - 2015, 2017, 2019)

IV. Activités de recherche

1. Participation à des programmes de recherche collective

- [EluAr](#). *Les élus et l'argent. Analyses des conditions matérielles d'exercice des mandats électoraux*, dir. R. Le Saout (Université de Nantes) – financement ANR : 2016 - 2019
- Projet AMICUS. *Association of Municipalities for Improving Citizens' Use of Services*, dir. D. Mone (Università degli studi della Campania Luigi Vanvitelli – Italie) – projet Template en cours de finalisation.

2. Publications

a. En cours

1. « **Discontinuités et compétence *ratione loci*: l'action des collectivités territoriales au-delà de leurs territoires** », in *Les discontinuités territoriales*, sous la dir. de N. Kada, Dalloz, coll. Thèmes & commentaires, 2020.

b. Ouvrage

1. *Les relations des collectivités territoriales avec les sociétés d'économie mixte locales. Recherche sur l'institutionnalisation d'un partenariat public-privé*, LGDJ, Bibliothèque de droit public, Tome 271, 2011, 466 p.

c. Études et actes de colloques

1. « **La Fédération des entreprises publiques locales : un lobby institutionnalisé ?** », Colloque *Transparence et déontologie des parlementaires : bilan et perspectives*, Assemblée nationale et Sénat, 25-26 octobre 2018, Fondation Varenne, Coll. & Essai, T. 86, 2019, p. 262 et s.
2. « **Les opérations de nommage et les enjeux économiques associés** », in *La valorisation du patrimoine immatériel des personnes publiques*, Colloque organisé par Bordeaux Métropole, 23 septembre 2016, Institut Universitaire Varenne, coll. « Colloques & Essais », 2018, p. 107 et s.
3. « **Les excès de la privatisation du rail britannique** », in *Chemins de fer et cheminots en tension*, Colloque organisé par le CREDESPO (Université de Bourgogne), 6 et 7 octobre 2016, EUD, coll. Sociétés, 2018, p. 43 et s.

4. « **Grève et utilisation des biens publics** », in *Grève et droit public. 70 ans de reconnaissance*, Actes du colloque organisé par l'IDETCOM (Université Toulouse 1 Capitole) et le CRJ (Université Grenoble Alpes), les 9 et 10 juin 2016, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2017, n° 27, p. 181 et s.
5. « **Les paradoxes de "Pubérisation" du transport public routier collectif de moins de dix personnes** », *RLC*, 2017, n° 62, 3187
6. « **La réglementation économique au Royaume-Uni : le cas des *public utilities*** », in *La réglementation économique : persistance ou renouveau ? Éléments de réflexion*, sous la dir. de J.-C. Videlin, LexisNexis, Hors coll., 2016, p. 183 et s.
7. « **Privatisation et libéralisation des services publics en réseaux. L'exemple du secteur ferroviaire britannique** », in *L'impact du droit de l'Union européenne sur les services publics en réseau*, Actes du colloque organisé par le Centre Jean Bodin (Université d'Angers), 11 mars 2016, *Energie-Environnement-Infrastructures*, 2016, n° 10, 28
8. « **Les contrats de nommage des équipements publics** », in *Le nom. Administrations, droit et contentieux administratifs*, Actes du colloque organisé par le CRJ (Université Grenoble 2), sous la direction du Prof. P. Yolka, 20 mars 2015, Institut Universitaire Varenne, coll. « Colloques & Essais », 2015, p. 121 et s.
Cet article est également publié à la *RFD Adm.* 2015, n° 4, p. 671 et s.
9. « **La Sem à opération unique, Frankenstein juridique ?** », *RLCT*, 2014, n° 105, 2782
10. « **L'actionnaire type d'une société publique locale** », in *Les sociétés publiques locales. Entre volonté publique, esprit d'entreprise et concurrence*, colloque organisé par le CRDP (Université de Lille 2), sous la direction de T. Delavenne, P. Meunier, M.-A. Vanneaux et M. Viviano, les 31 mai et 1^{er} juin 2012, L'Harmattan, 2016, p. 141 et s.
Cet article est également publié à la *Revue administrative*, mars-avril 2014, n° 398, p. 159 et s. (Annexes graphiques disponibles sur www.brameret.eu/annexes.html)
11. « **La privatisation du secteur ferroviaire britannique : retour sur vingt ans d'expérience** », in *L'activité ferroviaire : mutations et résistances*, sous la dir. de J.-C. Videlin, LexisNexis, coll. « Colloques & Débats », n° 39, 2013, p. 241 et s.
12. « **La société d'économie mixte contrat : partenariat public-privé institutionnalisé à la française ?** », *JCP A*, 2013, n° 49, 2347
13. « **La société publique locale, société d'économie mixte locale à capitaux intégralement publics ?** », *CP-ACCP*, avril 2013, n° 131, p. 31 et s.
14. « **La société publique locale, entre service public et transparence** », in *Les sociétés publiques locales*, Actes du colloque organisé par l'IMH (Université Toulouse 1), sous la dir. du Prof. G. Kalflèche et de N. Laval Mader, 20-21 septembre 2012, *RFD Adm.*, 2012, n° 6, p. 1127 et s.
15. « **L'encadrement de la rémunération des élus locaux dirigeants de sociétés commerciales** », in « La rémunération des dirigeants », Dossier réalisé sous la direction de B. Dondero, *Gazette du Palais*, 2012, n° 279-280, p. 29 et s.
16. « **Les relations des collectivités territoriales avec les sociétés d'économie mixte locales** », *Pouvoirs locaux*, 2011/III, n° 90, p. 33 et s.
17. « **Les sociétés d'économie mixte locales** », in *Les partenariats publics/privés : partenariats contractuels et institutionnalisés*, Actes du colloque organisé par le GRDPE (Université Grenoble 2), sous la dir. de J.-C. Videlin, 8 avril 2011, *JCP A*, 2011, n° 51-52, 2397.
18. « **La souveraineté du Parlement britannique après la dévolution écossaise : réflexions autour d'une aporie** », *RDP*, 2011, n° 3, p. 667 et s.

19. « **La motivation des décisions d'irrecevabilité des questions prioritaires de constitutionnalité par le Conseil d'État** », in « Un an de QPC », Dossier réalisé sous la direction de F. Chaltiel et L. Guilloud, *LPA*, 5 mai 2011, n° 89, p. 18 et s.

d. Notes

1. « **La SEML, candidate ordinaire de la commande publique ?** », Note sous CE, 18 décembre 2019, *Port autonome de la Nouvelle-Calédonie, SEM de la Baie de la Moselle*, *AJDA*, 2020, n° 11, p. 640
2. « **Actionnariat partagé d'une société à capital public locale : quand le législateur s'en mêle (et s'emmêle ?)** », Comm. de la loi du 17 mai 2019, *tendant à sécuriser l'actionnariat des entreprises publiques locales*, *AJDA*, 2019, n° 29, p. 1690
3. « **Chiens de traîneau, (absence de) neige et concurrence** », Note sous TA Grenoble, 20 novembre 2018, *Société Entre chiens et loups*, *RLC*, 2019, 83, 3576
4. « **Le concurrent seulement potentiel d'une société publique locale a un intérêt à agir suffisant pour contester la légalité de sa création** », Note sous CE, 21 novembre 2018, *Département du Puy-de-Dôme*, *JCP A*, 2019, n° 4, 2022
5. « **Aide d'État : l'avenir des EPIC en clair-obscur** », Note sous CJUE, 19 sept. 2018, *Commission c/ France et IFP Énergies nouvelles*, *RLC*, 2019, 79, 3514
6. « **Actionnariat d'une société à capital public locale et compétence partagée : la fin des débats ?** », Commentaire sous CE, 14 nov. 2018, *Syndicat mixte pour l'aménagement et le développement des Combrailles*, *RFD Adm.*, 2019, n° 1, p. 100 et s.
7. « **Actionnariat d'une SPL et compétence obligatoirement transférée** », Note sous TA Toulouse, 30 janvier 2018, *Préfet de la Haute-Garonne*, *AJDA*, 2018, p. 862
8. « **Actionnariat d'une SPL et compétence partagée** », Note sous TA Montpellier, 19 septembre 2017, *M. François Liberti et a.*, *JCPA*, 2017, n° 46, 2278
9. « **Le critère de l'essentiel des activités : des éclaircies brumeuses** », Note sous CJUE, 8 déc. 2016, *Undis Servizi Srl c/ Comune di Sulmona*, *AJDA*, 2017, n° 19, p. 1127 et s.
10. « **La coopération institutionnelle entre collectivités territoriales n'est pas un marché public** », Note sous CJUE, 21 décembre 2016, *Remondis GmbH & Constitution. KG Region Nord c/ Region Hannover*, *JCP A*, 2017, n° 9, 2067
11. « **Recours des concurrents évincés au contrat : et si c'était mieux avant ?** », Note sous CE Sect., 5 février 2016, *Syndicat mixte des transports en commun Hérault Transport*, *RLC*, 2016, n° 49, 2958
12. « **L'établissement public est une personne publique comme une autre** », Note sous CAA Lyon, 5 mars 2015, *Régie des Eaux de Grenoble*, *RLC*, 2015, n° 45, 2860
13. « **La personne publique, candidate de droit commun à la commande publique ?** », Note sous CJUE, 18 déc. 2014, *Azienda Ospedaliero-Universitaria di Careggi-Firenze* et CE, 30 déc. 2014, *Société Armor SNC*, *RLC*, 2015, n° 44, 2822
14. « **L'information gratuite des consommateurs n'est pas (nécessairement) une activité économique** », Note sous CE, 16 juillet 2014, *Société Sigmalis*, *RLC*, 2014, n° 42, 2690
15. « **Association et in house : un rendez-vous manqué** », Note sous CJUE, 19 juin 2014, aff. C-574/12, *Centro Hospitalar de Setúbal EPE (CHS), et Serviço de Utilização Comum dos Hospitais (SUCH) C. Eurest (Portugal) – Sociedade Europeia de Restaurantes Lda*, *JCP A*, 2014, n° 41, 2279
16. « **La valorisation ne peut pas se faire au détriment de la concurrence** », Note sous CDBF, 17 juin 2014, *Société de valorisation foncière et immobilière (SOVAFIM)*, *RLC*, 2014, n° 41, 2636

17. « **Le droit de propriété face à la QPC** », Note sous CC, déc. n° 2013-369 QPC, 28 février 2014, *Société Madag* et CC, déc. n° 2013-370 QPC, 28 février 2014, M. Marc S., *RJEP*, 2014, n° 722, 37
18. « **Recours des tiers au contrat : la "tropicalisation" du contentieux contractuel continue...** », Note sous CE Ass., 4 avril 2014, *Département du Tarn-et-Garonne*, *RLCT*, 2014, n° 101, 2687
19. « **Amodiation du domaine public maritime : quand les eaux portuaires restent troubles** », Note sous CAA Marseille, 26 novembre 2014, *SARL Port Camargue Plaisance Service*, *RLC*, 2014, n° 39, 2524
20. « **SPL et in house : si proche, si loin...** », Note sous CE, 6 décembre 2013, *Commune de Marsannay-la-Côte*, *JCP A*, 2014, n° 1-2, 2002
21. « **À propos de la valeur constitutionnelle de la liberté du commerce et de l'industrie** », Note sous CAA Bordeaux, 14 octobre 2013, M. Refalo, *RLC*, 2013, n° 38, 2472
22. « **La SPL en eau trouble** », Note sous TA Rennes, 11 avril 2013, *Préfet des Côtes-d'Armor*, *RLC*, 2013, n° 36, 2352
23. « **À quelles conditions le pluri-contrôle public d'une SPL peut-il être analogue ?** », Note sous CAA Lyon, 7 novembre 2012, *Association pour la défense du cadre de vie de Marsannay-la-Côte* et CJUE, 29 novembre 2012, *Econord SpA*, *JCP A*, 2013, n° 3, 2009
24. « **Le statut des élus locaux administrateurs de sociétés d'économie mixte locales : entre ombre et lumière** », Note sous CE, 10 décembre 2012, *Commune de Bagneux*, *JCP A*, 2013, n° 4, 2014
25. « **Les sociétés publiques locales : premières jurisprudences, nouvelles interrogations ?** », Note sous TA Montpellier, 23 mars 2012, *FADUC et Mme Fraysse* et TA Lille, Ordo., 29 mars 2012, *Communes de communes Sambre Avesnois*, *AJDA*, 2012, n° 27, p. 1521 et s.
26. « **Les sociétés publiques locales, toujours menacées ?** », Note sous Autorité de la concurrence, 24 novembre 2011, *Avis relatif à la création des sociétés publiques locales*, *Revue Lamy Collectivités territoriales*, 2012, n° 79, 2197
27. « **La desserte maritime de la Corse et le (retour du) service public** », Note sous CE, 13 juillet 2012, *Compagnie Méridionale de Navigation (CMN) et Société Nationale Corse Méditerranée (SNCM)*, *RLC*, 2012, n° 33, 2153
28. « **L'entente entre collectivités territoriales, exclues du champ de la concurrence ?** », Note sous CE, 3 février 2012, *Commune de Veyrier-du-Lac et Communauté d'agglomération d'Annecy*, *RLC*, 2012, n° 32, 2106
29. « **La desserte maritime de la Corse et le service public** », Note sous CAA Marseille, 7 novembre 2011, *Société Corsica Ferries*, *RLC*, 2012, n° 31, 2040
30. « **Gestion d'une société d'économie mixte locale et responsabilité financière des élus locaux devant la Cour de discipline budgétaire et financière** », Note sous CDBF, 25 novembre 2010, *Société immobilière d'économie mixte de la Ville de Paris (SIEMP)*, *JCP A*, 16 mai 2011, n° 20, 2188
31. « **Recapitalisation d'une société d'économie mixte locale et contrôle du juge administratif** », Note sous CE, 10 novembre 2010, *Communauté de communes du nord du Bassin de Thau*, *RLC*, 2011, n° 27, 1798
32. « **Accident causé par un équipement d'éclairage public et responsabilité pénale des collectivités territoriales** », Note sous Cass. crim., 9 décembre 2009, *Commune de Fort-de-France*, *Dr. Adm.*, juillet 2009, n°7, comm. 108

e. Tribunes et libres-propos

1. « Vers un Acte III de l'économie mixte locale ? », *JCPA*, 2019, n° 22, AR 369
2. « La Fédération contre-attaque », *AJDA*, 2019, n° 12, p. 657
3. « Le *naming* (mal) saisi par les personnes publiques », *JCPA*, 2019, n° 1, AR 1
4. « Novembre 2018 : *mensis horribilis* pour les sociétés publiques locales », *JCPA*, 2018, n° 50, AR 916
5. « Faut-il une réforme des entreprises publiques locales ? *Bis repetita placent* », *JCPA*, 2017, n° 50, AR 827
6. « Faut-il une réforme des entreprises publiques locales ? », *JCPA*, 2017, n° 40, AR 419
7. « Le *naming* "à la française" », *AJDA*, 2016, n° 28, p. 1537
8. « Les zones d'ombre de l'éclairage municipal », *JCPA*, 2014, n° 48, AR 977

f. Chroniques

1. Covid-19 & concurrence :
 - a. (I) – Quand la panique précède la crise : le retour des blocages administratifs des prix », *Journal du Droit Administratif (JDA)*, 2020, Actions & réactions au Covid-19, Actions & réactions au Covid-19, [Art. 288](#)
 - b. (II) – L'État face à la crise : le retour des nationalisations ? », *Journal du Droit Administratif (JDA)*, 2020, Actions & réactions au Covid-19, [Art. 295](#)
2. « Secteur public local » :
 - a. in « Droit public économique », chro. annuelle (1/2), *JCPA*, 2016, n° 19, 2122
 - b. in « Droit public économique », chro. annuelle (1/2), *JCPA*, 2017, n° 20, 2131
 - c. in « Droit public économique », chro. annuelle (1/2), *JCPA*, 2018, n° 20, 2147
 - d. in « Droit public économique », chro. annuelle (1/2), *JCPA*, 2019, n° 18-19, 2127
3. « La liberté du commerce et de l'industrie s'arrête là où commencent l'ordre et la tranquillité publics », Chron. sous CE réf. 11 novembre 2014, *Ministère de l'Intérieur*, *RLC*, 2015, n° 43, 2749
4. « "Taxe Red Bull" : le Conseil constitutionnel donne des ailes au législateur », Chron. sous CC, QPC, 19 septembre 2014, *RLC*, 2014, n° 42, 2695
5. « VTC et taxi : bataille autour de la liberté d'entreprendre », Chron. sous CC, QPC, 17 octobre 2014, *Chambre syndicale des cochers chauffeurs CGT-taxis*, *RLC*, 2014, n° 42, 2697
6. « Les personnes publiques, le peintre et la concurrence », Chron. sous Cass. com., 8 avril 2014, *Musée national des arts asiatiques-Guimet*, *RLC*, 2014, n° 40, 2601
7. « Occupation du domaine public maritime : quand la mer érode la liberté du commerce et de l'industrie... », Chron. sous CAA Marseille, 28 janvier 2014, *M. A. B. et autres*, *RLC*, 2014, n° 39, 2530
8. « La liberté de vendre des cigarettes électroniques...part en fumée », Chron. sous T. com., 9 décembre 2013, *SNC Herand c. SAS Esmokeclean*, *RLC*, 2014, n° 39, 2531
9. « SPL : actionnariat public ne rime pas avec *in house* automatique », Chron. sous CE, 6 novembre 2013, *Commune de Marsannay-la-Côte*, *RLC*, 2013, n° 38, 2474

10. « **La guerre du schiste n'aura pas lieu** », Chron. sous CC, QPC, 11 octobre 2013, *Société Schuepbach LLC*, RLC, 2013, n° 38, 2475
11. « **Liberté d'entreprendre et formation des candidats "libres" au permis de conduire** », Chron. sous CE, réf., 1^{er} octobre 2013, *Association défense permis banlieue et a.*, RLC, 2013, n° 38, 2478
12. « **Sous la plage, la Constitution ?** », Chron. sous CE, 22 mai 2013, *Association syndicale libre des résidences du port de Mandelieu-la-Napoule*, RLC, 2013, n° 36, 2354
13. « **Le transport scolaire et "l'effet Tropic"** », Chron. sous CAA Lyon, 17 janvier 2013, *Société Réunion 03*, RLC, 2013, n° 36, 2357
14. « **De la difficulté de confier une activité de service public à une SEML "en cours de constitution"** », Chron. sous CE, 19 décembre 2012, *Département de l'Aveyron c/ Sarl Labhya*, RLC, 2013, n° 35, 2286
15. « **Lorsque QPC rime avec uniformité : le *Gewerbeordnung* et la liberté d'entreprendre** », Chron. sous CC, QPC, 30 novembre 2012, *M. Christian S.*, RLC, 2013, n° 35, 2285
16. « **Le juge administratif et la transparence des associations** », Chron. sous CAA Nancy, 2 août 2012, *Mme Régine Si Abdallah*, RLC, 2013, n° 35, 2288

g. Dictionnaires et encyclopédies juridiques

1. « **Entreprises publiques locales** », in *Dictionnaire de la décentralisation*, sous la dir. de V. Aubelle, C. Courtecuisse, N. Kada & R. Pasquier, *Berger-Levrault*, 2016
2. « **Entreprises publiques** », in *Dictionnaire encyclopédique de l'État*, sous la dir. de P. Mbongo, F. Hervouët et C. Santulli, *Poitiers-Lextenso*, 2014
3. « **Société à capital public** », « **Secteur public** » et « **Entreprise publique** », in *Dictionnaire d'administration publique*, sous la dir. de N. Kada et M. Mathieu, *PUG*, 2014
4. « **Nationalisation d'entreprises** », *J. Cl. Propriétés publiques*, Fasc. 26
5. « **Privatisation d'entreprises** », *J. Cl. Propriétés publiques*, Fasc. 80
6. « **Sociétés à capital public : création** », *Lexis360 Public*, FP 2549
7. « **Sociétés à capital public : administration** », *Lexis360 Public*, FP 2559
8. « **Sociétés à capital public : financement** », *Lexis360 Public*, FP 2885
9. « **Sociétés à capital public : la problématique du *in house*** », *Lexis360 Public*, FP 2849
10. « **Sociétés à capital public : transformations** », *Lexis360 Public*, FP 3026
11. « **Sociétés d'économie mixte à opération unique** », *Lexis360 Public*, FP 3173

3. Colloques et conférences

a. Organisation de colloque

1. « **Journée des docteurs en droit public économique** », 8 février 2013 : actes publiés à la *Revue générale du droit*, Colloques, 2014, 68 p. (www.revuegeneraledudroit.eu/?p=15601)

b. Communications orales non publiées

1. « **Un second *IndyRef* est-il possible ?** », in *Royaume-Uni ou Union européenne ? Une approche transdisciplinaire du dilemme écossais*, Séminaire organisé par l'ILCEA4, Université Grenoble Alpes, 5 avril 2019

2. « **Actualité du droit des SEML et des SPL(A)** », in *L'AFAC et les collectivités territoriales de montagne*, Colloque organisé par l'AFAC, Chambéry, 16 mars 2018
3. « **Actionnariat et diversification d'activité des sociétés à capital public locales** », in *Forum des entreprises publiques locales*, Grenoble, 21 septembre 2017
4. « **Le cumul des rémunérations des élus : cartographie des possibles** », in *Congrès de l'Association française de science politique*, Montpellier, 10-12 juin 2017 – Disponible en ligne : <https://eluar.hypotheses.org/158> et [Academia](#)
5. « **Du département de Tarn-et-Garonne au SMTP Hérault-Transport : les évolutions récentes du contentieux contractuel** », Intervention devant le GRDPE, Grenoble, 26 avril 2016
6. « **La création des SEMOU. Précisions sur les conditions d'élaboration d'une loi, à la lumière des auditions réalisées à l'Assemblée nationale et au Ministère de la décentralisation** », Intervention devant le GRDPE, Grenoble, 10 novembre 2014
7. « **Les entreprises du secteur public local, outils de l'innovation des collectivités territoriales** », Participation à une table ronde, « L'innovation économique, regard de chercheurs », lors des Rendez-vous des managers territoriaux, organisé à par le CNFPT à Lyon, le 5 décembre 2013
8. « **Le système ferroviaire britannique** », Conférence prononcée à l'invitation du Prof. M. Touzeil-Divina, dans le cadre de l'Atelier « Service public ferroviaire », organisé par le Thémis-U de l'Université du Maine, 12 novembre 2013
9. « **L'intérêt des SPL par rapport aux autres modes de gestion publique d'activités de service public** », Introduction et présidence d'une table ronde, lors du colloque consacré aux « SPL. Regards croisés sur un nouvel outil de gestion des services publics », organisé par le CERC de l'Université de Toulon, 9 avril 2013
10. « **Être enseignant-chercheur en droit public aujourd'hui** », Conclusion au colloque organisé par le CERDHAP, le CRJ et l'EDSJ de l'Université de Grenoble 2, le 16 septembre 2011
11. « **Les tentatives d'encadrement des rémunérations des dirigeants d'entreprises** », Intervention devant le GRDPE, Grenoble, 11 mai 2009
12. « **Le législateur hors de son domaine sous la V^e République. De la théorie à la pratique** », Intervention lors du colloque des doctorants consacré aux « Distorsions entre théorie et pratique », organisé au sein de l'École doctorale à Grenoble, le 20 mars 2008
13. « **Les sociétés publiques locales d'aménagement issues de la loi du 13 juillet 2006** », Intervention devant le GRDPE, Grenoble, 6 février 2007
14. « **La législation européenne sur les entreprises publiques locales : menaces ou opportunités ?** », Intervention devant le GRDPE, Grenoble, 9 novembre 2006
15. « **Les mesures de simplification administratives saisies par le droit de la concurrence. Présentation de l'arrêt du Conseil d'État du 10 août 2006, Société ADP GSI** », Intervention devant le GRDPE, Grenoble, 30 mai 2006

c. Conférences à l'étranger

1. « **La société d'économie mixte à opération unique : nouveau mode de gestion des services publics locaux en France** », à l'invitation du Prof. A. Lucarelli, *Università degli Studi di Napoli Federico II* (Italie), 14 mai 2014

2. « **L'influence des droits européens sur le droit administratif français** », à l'invitation de la Prof. S. Glanert, *University of Kent* (Royaume-Uni), 19 mars 2013

V. Expertise

1. Auditions dans le cadre de réformes législatives

2019. Auditions à l'occasion de l'adoption de la loi n° 2019-463 du 17 mai 2019 *tendant à sécuriser l'actionnariat entreprises publiques locales* :

- 5 février : Cabinet de S. Lecornu, Ministre auprès de la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, chargé des Collectivités territoriales
- 5 mars : P. Latombe, Rapporteur, au nom de la Commission des lois de l'Assemblée nationale

2014. Auditions à l'occasion de l'adoption de la loi n° 2014-744 du 1^{er} juillet 2014 *permettant la création de société d'économie mixte à opération unique* :

- 8 avril : E. Binet, Rapporteur, au nom de la Commission des lois de l'Assemblée nationale
- 23 avril : Cabinet de M. Lebranchu, Ministre de la Décentralisation, de la Réforme de l'État et de la Fonction publique

2. Consultations par des organismes publics et para-publics

2012. Consultation par une SEML : application du droit de la concurrence et risques pénaux pour les élus locaux liés à l'actionnariat.

2014. Consultation par un GIP intervenant dans le domaine de la santé : applicabilité de la théorie des *prestations intégrées* et condition de reconnaissance au profit d'une filiale.

2015. Consultation par une SEML : possibilité pour un GIP de devenir actionnaire.

2015. Consultation par une SPLA : sécurisation de l'application de la théorie des prestations intégrées.

2018. Consultation par une SEML : organisation statutaire et de pouvoirs des collectivités territoriales actionnaires.